

15 juillet 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'attentat terroriste à Nice, à Paris le 15 juillet 2016.

L'horreur... L'horreur de nouveau vient de s'abattre sur la France.

Nous déplorons à l'instant où je parle 77 victimes dont plusieurs enfants et une vingtaine de blessés en urgence absolue. Cette attaque, dont le caractère terroriste ne peut être nié, est encore une fois d'une violence absolue.

Il est clair que nous devons tout faire pour que nous puissions lutter contre le fléau du terrorisme. Le conducteur a été abattu. Nous ignorons à cet instant aussi s'il avait des complices mais nous faisons en sorte que son identification, qui va être vérifiée, puisse nous mettre sur ses pistes éventuelles.

La France a été frappée le jour de sa fête nationale, le 14 juillet, symbole de la liberté, parce que les droits de l'Homme sont niés par les fanatiques, et que la France est forcément leur cible. J'exprime au nom de la nation éplorée notre solidarité à l'égard des victimes et de leurs familles. Tous les moyens sont déployés pour venir en aide aux blessés. Le Plan blanc qui mobilise tous les hôpitaux de la région a été déclenché. Après Paris au mois de janvier 2015, puis au mois de novembre de l'année dernière, avec Saint-Denis, voilà que Nice est à son tour touchée. C'est toute la France qui est sous la menace du terrorisme islamiste.

Alors dans ces circonstances, nous devons faire la démonstration d'une vigilance absolue et d'une détermination sans faille.

De nombreuses mesures ont déjà été prises. Notre arsenal législatif a été considérablement renforcé. Mais nous devons, puisque nous sommes dans une période estivale, rehausser encore notre niveau de protection.

Aussi, j'ai décidé, sur proposition du Premier ministre et avec les ministres concernés - de la Défense comme de l'Intérieur - d'abord que nous allons maintenir à un haut niveau l'opération Sentinelle, celle qui permet de mobiliser 10.000 militaires, en plus des gendarmes et des policiers.

J'ai également décidé de faire appel à la réserve opérationnelle, c'est-à-dire à tous ceux qui à un moment ont été sous les drapeaux ou ont été dans les effectifs de la gendarmerie pour venir soulager les effectifs de policiers et de gendarmes. Nous pourrions les déployer sur tous les lieux où nous avons besoin d'eux et en particulier pour le contrôle des frontières.

Enfin, j'ai décidé que l'état d'urgence qui devait prendre fin le 26 juillet serait prolongé de trois mois. Un projet de loi sera soumis au Parlement d'ici la semaine prochaine.

Rien ne nous fera céder dans notre volonté de lutter contre le terrorisme et nous allons encore renforcer nos actions en Syrie comme en Irak. Nous continuerons à frapper ceux qui justement nous attaquent sur notre propre sol, dans leurs repaires. Je l'ai annoncé hier matin.

Un Conseil de Défense se tiendra demain. Il examinera toutes les mesures que nous avons déjà prises et que je viens d'annoncer. Il permettra ainsi le déploiement de tous les effectifs nécessaires dans tous les sites et toutes les villes, où nous avons besoin de protection et de vigilance.

Je me rendrai avec le Premier ministre à Nice à la suite de ce Conseil de Défense pour soutenir la ville, ses élus, dans cette épreuve et pour mobiliser tous les moyens nécessaires.

La France est affligée par cette nouvelle tragédie. Elle est horrifiée par ce qui vient de se produire, cette monstruosité qui consiste à utiliser un camion pour tuer, délibérément tuer, des dizaines de personnes qui venaient simplement pour fêter le 14 juillet.

La France, elle est éplorée, elle est affligée mais elle est forte, et elle sera toujours plus forte - je vous l'assure - que les fanatiques qui veulent aujourd'hui la frapper.